



RETURN RESPONSES TO :
RETOURNER LES RÉPONSES À:

ConsultationSPC.SSCConsultation@spc-ssc.gc.ca

LETTER OF INTEREST

LETTRE D'INTÉRÊT

Comments - Commentaires

Issuing Office – Bureau de distribution

SSC | SPC
Procurement and Vendors Relationships |
Achats et relations avec les fournisseurs
255 Albert Street | 255, rue Albert
Ottawa, Ontario
K1P 6A9

Title – Sujet Avis de présentation de consultation de l'industrie dans le cadre de l'initiative portant sur les appareils technologiques en milieu de travail projets pilotes	
Solicitation No. – N° de l'invitation 10033466/A	Date 4 novembre 2013
Client Reference No. – N° référence du client 13-13071	
File No. – N° de dossier	
Solicitation Closes – L'invitation prend fin at – à 11 :59 PM on – le November 20, 2013	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time (EST) / Heure Normale de l'Est (HNE)
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Inquiries to : - Adresser toutes questions à: Andrea Totten	
Telephone No. – N° de téléphone : (613) 415-9164	
Delivery required - Livraison exigée N/A	Delivered Offered – Livraison proposée
Destination – of Goods, Services, and Construction: Destination – des biens, services et construction : See Herein	

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Facsimile No. – N° de télécopieur	
Telephone No. – N° de téléphone	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)- Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date



Avis de présentation de consultation de l'industrie dans le cadre de l'initiative portant sur les appareils technologiques en milieu de travail projets pilotes– le 8 novembre 2013

Services partagés Canada (SPC) a été créé dans le but de changer de fond en comble la façon dont le gouvernement du Canada gère son infrastructure de technologies de l'information (TI), et ce, pour mieux soutenir l'exécution des programmes et la prestation des services destinés aux Canadiens. De manière plus précise, SPC a été créé pour maintenir et améliorer la prestation des services de TI, réaliser des économies et mettre en œuvre des solutions modernes, fiables et sécuritaires à l'échelle de l'administration fédérale. SPC a lancé en avril 2013 une initiative portant sur les appareils technologiques en milieu de travail pour consolider et moderniser l'informatique répartie, l'objectif étant de réduire les coûts et de rehausser la sécurité de 95 organisations. L'un des aspects de cette initiative consiste à explorer les moyens de moderniser les services de soutien. C'est à cette fin que SPC mettra en place des projets pilotes afin de mettre à l'essai différents modèles de prestation des services de soutien, ainsi que différentes méthodes d'approvisionnement et technologies.

En vue de permettre au gouvernement du Canada de consulter l'industrie au moyen d'une présentation sur la portée, les principaux besoins, le regroupement de services, les modèles de tarification, et les options ou stratégies d'approvisionnement pour des projets pilotes de services de soutien, SPC organisera une présentation de consultation de l'industrie par conférence web le 8 novembre 2013. La présentation sur le(s) projet(s) pilote(s) visant à obtenir la participation de l'industrie est ouverte à tous les fournisseurs intéressés.

De plus, dans le cadre de la présentation, SPC sollicitera la rétroaction de l'industrie sur une série de questions de fond liées au(x) projet(s) pilote(s). Veuillez soumettre les réponses écrites aux questions de fond indiquées ci-après au plus tard le 20 novembre 2013. Des réunions de suivi pourraient être organisées si des éclaircissements s'avéraient nécessaires en lien avec les réponses des fournisseurs.

Les renseignements contenus dans le présent avis sont destinés à l'industrie pour l'aider à se préparer aux activités de consultation liées au(x) projet(s) pilote(s) portant sur les appareils technologiques en milieu de travail dont il a été fait mention. La présentation au sujet de l'initiative portant sur les appareils technologiques en milieu de travail est ouverte à tous les fournisseurs intéressés et les associations, ainsi qu'aux fonctionnaires. Les personnes intéressées sont priées de remplir et de remettre les formulaires d'inscription ci-joints au plus tard le 5 novembre 2013.

Comme il est indiqué ci-dessus, la présentation visant à obtenir la participation de l'industrie portera sur le(s) projet(s) pilote(s). Dans les prochains mois, d'autres activités de consultation de l'industrie se tiendront pour discuter de considérations plus larges.

Toutes les demandes de renseignements des médias liées à l'initiative portant sur les appareils technologiques en milieu de travail doivent être adressées au bureau des relations avec les médias, par téléphone au 613-947-6276 ou par courriel à media@ssc-gc.ca.



RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Grâce à l'initiative portant sur les appareils technologiques en milieu de travail, le gouvernement du Canada souhaite consolider et moderniser l'informatique répartie afin de réduire les coûts et accroître la sécurité pour 95 organisations. Des travaux visant à normaliser et consolider l'approvisionnement des logiciels et du matériel pour les appareils technologiques en milieu de travail pour SPC, ses 43 partenaires et ses 51 clients (voir liste à l'annexe A) sont déjà amorcés. Les logiciels des appareils technologiques en milieu de travail incluent les logiciels des systèmes d'exploitation, les logiciels de bureautique et les logiciels de sécurité d'ordinateurs de bureau. Le matériel des appareils technologiques en milieu de travail comprend les ordinateurs clients, les postes de travail de bureau, les ordinateurs portatifs, les blocs-notes, les tablettes et les périphériques, tels que les imprimantes.

Même si les services de soutien demeurent la responsabilité des ministères et organismes individuels, SPC explore également des moyens d'améliorer les services de soutien des appareils technologiques en milieu de travail, en vue de réduire les coûts et d'améliorer l'expérience utilisateur tout en maintenant la sécurité des données et des réseaux. Les services de soutien des appareils technologiques en milieu de travail englobent le dépannage, le soutien technique sur place, les réparations, et les fichiers et l'impression. Ils pourraient inclure la fourniture et l'installation des logiciels et du matériel. À cette fin, SPC collaborera avec ses partenaires et ses clients à l'élaboration et à la mise en œuvre des projets pilotes de services de soutien. Le premier projet pilote comprendra probablement entre autres le soutien pour un maximum de 6 000 d'appareils technologiques en milieu de travail.

Cette initiative s'appuie sur les travaux déjà en cours de l'initiative de la Transformation du courriel de SPC qui viendront regrouper et moderniser les services de courriel gérés par Services partagés Canada afin de réduire les coûts, d'accroître la sécurité et d'améliorer l'exécution des programmes destinés aux entreprises et aux citoyens canadiens. Elle s'appuie également sur les programmes de regroupement des centres de données et de transformation des télécommunications dont l'objectif est d'offrir des services de centres de données, de télécommunications et de réseaux efficaces, évolutifs et normalisés pour réduire les coûts de fonctionnement pour l'ensemble du gouvernement du Canada.

ÉTAT DE LA SITUATION DES APPAREILS TECHNOLOGIQUES EN MILIEU DE TRAVAIL AU GOUVERNEMENT DU CANADA

Le gouvernement du Canada dépense environ 660 millions de dollars par année en matériel, logiciels et soutien pour ses appareils technologiques en milieu de travail. Près de la moitié des coûts sont liés à l'acquisition de logiciels et de matériel et l'autre, aux services de soutien. On dénombre environ 400 000 appareils utilisés par les fonctionnaires. Le coût moyen approximatif par appareil varie entre 1 650 et 2 750 dollars, ce qui couvre le cycle de vie complet des actifs (matériel, logiciels et soutien). Par contre, le montant de référence dans l'industrie se situe entre 1 000 et 1 200 dollars par appareil, et il continue de baisser. Par le passé, les dépenses à ce chapitre étaient gérées par chaque ministère. Cette approche décentralisée à la gestion des appareils des utilisateurs finals produit un manque d'efficacité, qui se traduit par des économies d'échelle perdues et un pouvoir d'achat affaibli.

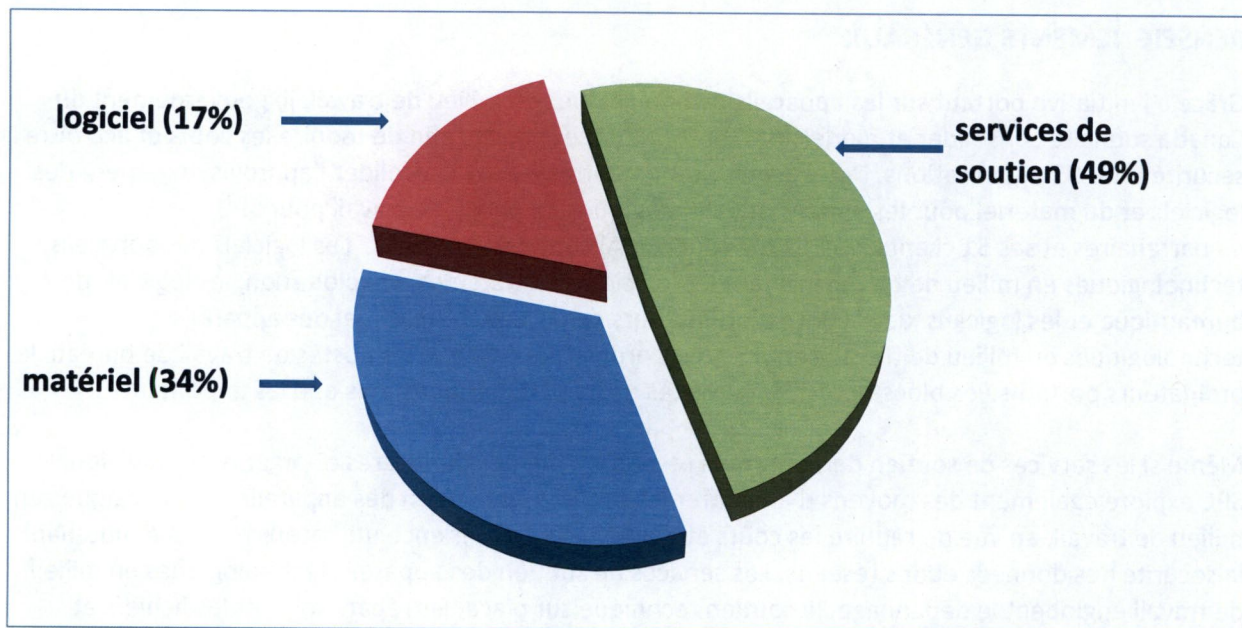


Figure 1 : Ventilation des coûts actuels

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS DE L'INITIATIVE PORTANT SUR LES APPAREILS TECHNOLOGIQUES EN MILIEU DE TRAVAIL

Grâce à l'initiative portant sur les appareils technologiques en milieu de travail, le gouvernement du Canada regroupera et modernisera les services d'informatique répartie afin de diminuer les coûts et d'accroître la sécurité de 95 organisations (y compris 43 ministères et organismes partenaires et 51 ministères et organismes clients).

Les objectifs opérationnels liés particulièrement aux projets pilotes de services de soutien sont :

Cerner les gains en efficacité – Au moyen des projets pilotes, explorer et trouver les segments de services, les modèles de prestation et les technologies qui pourraient produire des gains en efficacité et des économies.

Accroître la sécurité – Au moyen des projets pilotes, cerner les principaux risques qui menacent la sécurité et recenser les stratégies d'atténuation pour offrir un environnement de bureau sécuritaire (p. ex. regroupement de l'application de correctifs et de l'atténuation de la menace, intégrité de la chaîne d'approvisionnement).

Améliorer la qualité du service – Au moyen des projets pilotes, explorer les moyens d'améliorer la qualité du service.

Appuyer d'autres initiatives du gouvernement du Canada – Au moyen des projets pilotes, explorer de quelle manière l'amélioration de la prestation des services de soutien des appareils technologiques en milieu de travail pourrait générer plus de mobilité pour les employés et les autres initiatives du gouvernement (p. ex. Objectif 2020, Milieu de travail 2.0, Écologisation des activités gouvernementales).



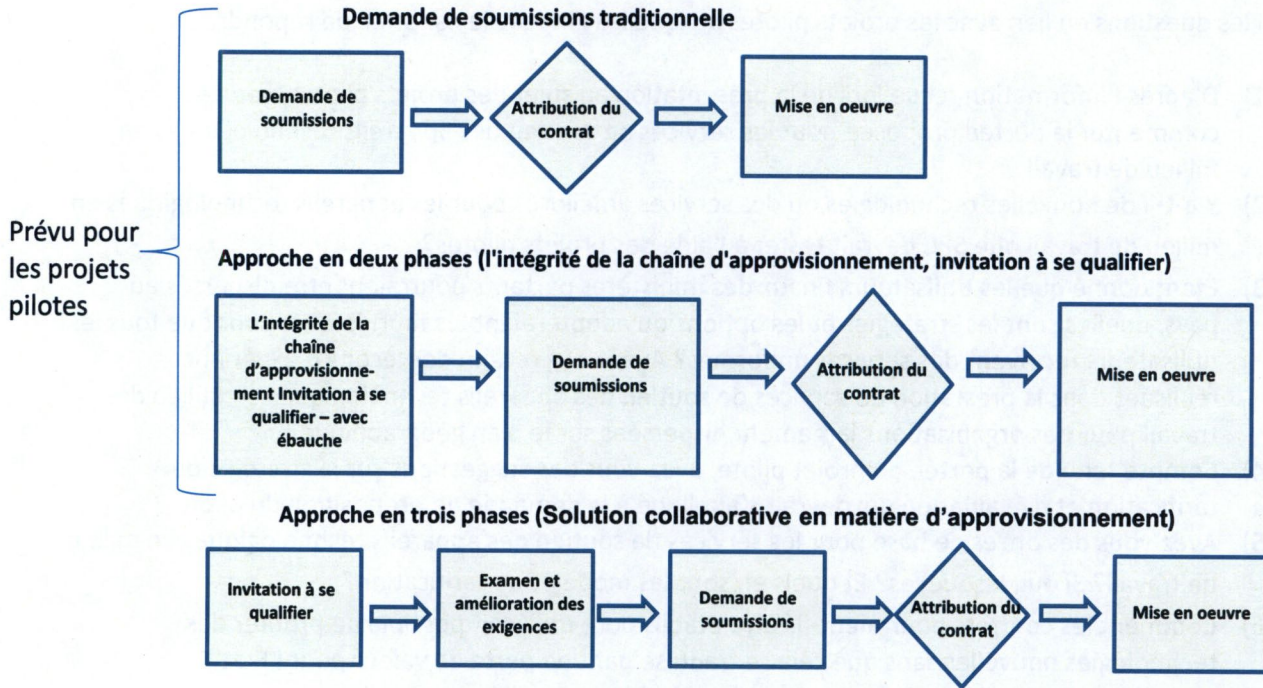
POINTS OU QUESTIONS À COMMENTER PAR ÉCRIT

Voici les questions en lien avec les projets pilotes auxquelles l'industrie est priée de répondre :

- 1) D'après l'information reçue lors de la présentation au sujet des projets pilotes, veuillez commenter la portée proposée pour les services de soutien des appareils technologiques en milieu de travail.
- 2) Y a-t-il de nouvelles technologies ou des services améliorés pour les appareils technologiques en milieu de travail que SPC devrait tester à l'aide des projets pilotes?
- 3) Étant donné que les utilisateurs finaux des ministères partants pourraient être dispersés au pays, quelles sont les stratégies et les options qu'adopteraient les fournisseurs pour que tous les utilisateurs reçoivent des services uniformes? Avez-vous retenu des leçons d'expériences réalisées dans la prestation de services de soutien des appareils technologiques en milieu de travail pour des organisations largement dispersées sur le plan géographique?
- 4) Compte tenu de la portée du projet pilote, avez-vous des suggestions sur la stratégie de tarification et d'évaluation qui devrait s'appliquer à la demande de proposition du pilote?
- 5) Avez-vous des offres de base pour les services de soutien des appareils technologiques en milieu de travail? Si oui, lesquelles? Et quels en sont les modèles de tarification?
- 6) Comment les contrats pourraient-ils être établis pour qu'il soit possible de profiter des technologies nouvelles sans que cela se traduise par une perte de valeur pour l'État?
- 7) Jusqu'à quel point l'état de la situation devrait-il être détaillé pour produire une proposition recevable et mettre en œuvre un projet pilote?
- 8) Quelles seraient pour vous les principales difficultés ou contraintes à surmonter dans la prestation de services de soutien des appareils technologiques en milieu de travail aptes à répondre aux besoins opérationnels (p. ex. mobilité, extensibilité, adaptabilité)?
- 9) Que recommanderiez-vous au sujet de l'équipement fourni par le gouvernement pour assurer la rentabilité pour l'État? (p. ex., le gouvernement devrait-il fournir du matériel existant ou nouveau, ou le fournisseur devrait-il s'occuper d'acheter ce qu'il faut et en assurer le soutien?)
- 10) D'autres commentaires?

APPROVISIONNEMENT ET CONTRATS

SPC prévoit utiliser deux de ses trois méthodes d'approvisionnement pour les projets pilotes, précédé par une courte consultation de l'industrie. L'approche sélectionnée dépendra de la portée du projet pilote en question. Le processus est illustré ci-dessous.



ÉTAPE DE LA CONSULTATION DE L'INDUSTRIE

La consultation de l'industrie précédera le processus formel de soumission et se déroulera de la manière et selon le calendrier ci-dessous :

Activités de consultation de l'industrie au sujet des appareils technologiques en milieu de travail – projets pilotes



Commentaires écrits



1. Présentation dans le cadre la séance de consultation de l'industrie : Il s'agira de la première consultation avec les représentants de l'industrie portant expressément sur le(s) projet(s) pilote(s) pour les appareils technologiques en milieu de travail. Pour Services partagés Canada, cette séance a pour but :
 - de donner les grandes lignes du processus d'approvisionnement du projet pilote pour les appareils technologiques en milieu de travail, notamment :
 - la proposition d'approche pour les projets pilotes,
 - la portée potentielle,
 - les besoins généraux;
 - expliquer la méthode d'approvisionnement proposée;
 - aborder la menace à l'intégrité de la cybersécurité de la chaîne d'approvisionnement;
 - solliciter les commentaires de l'industrie, notamment sur les points suivants :
 - évaluer le niveau d'intérêt des entreprises et des associations de l'industrie à l'égard des projets pilotes,
 - cerner les préoccupations ou les idées nouvelles quant à la portée et aux besoins des pilotes de l'initiative portant sur les appareils technologiques en milieu de travail.

Les exposés présentés par Services Partagés Canada et les réponses générales aux questions seront publiés par le biais du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement après la présentation de la séance de consultation de l'industrie.
2. Commentaires écrits : L'industrie peut en tout temps fournir à SPC des commentaires, par écrit, au sujet des projets pilotes de services de soutien des appareils technologiques en milieu de travail et des sujets abordés lors de la présentation de la séance de consultation de l'industrie. SPC demande précisément des réponses écrites aux questions présentées plus haut. Ces commentaires doivent être envoyés par voie électronique à ConsultationSPC.SSCConsultation@spc-ssc.gc.ca. Les commentaires qui seront pris en compte subséquentement devront avoir été reçus au plus tard le 20 novembre 2013.
3. Réunions visant à clarifier les commentaires écrits : Le Canada pourra communiquer avec n'importe quelle organisation qui aura transmis des commentaires écrits pour lui poser des questions ou obtenir des éclaircissements sur n'importe quel élément, soit par écrit soit dans une réunion en personne.

Services partagés Canada a l'intention de tirer profit des commentaires obtenus à l'étape de la consultation afin de consolider sa stratégie et sa méthode d'approvisionnement en rapport avec l'initiative portant sur les appareils technologiques en milieu de travail. Il est à prévoir que, pour toute acquisition liée à l'initiative, les fournisseurs devront détenir une attestation de sécurité au moins au niveau « Secret ».



INSCRIPTION À LA PRÉSENTATION PRÉVUE DANS LE CADRE DE LA SÉANCE DE CONSULTATION DE L'INDUSTRIE

Services Partagés Canada invite à la présentation prévue dans le cadre de sa séance de consultation de l'industrie les entrepreneurs qui seraient intéressés à participer aux pilotes de l'initiative portant sur les appareils technologiques en milieu de travail et à tout marché subséquent, y compris les associations de l'industrie représentant le segment de marché visé par cette initiative.

Présentation prévue dans le cadre de la séance de consultation de l'industrie

Les parties intéressées doivent inscrire leurs représentants en remplissant électroniquement le formulaire Demande d'inscription à la présentation prévue dans le cadre de la séance de consultation de l'industrie, qui se trouve à l'annexe B, et en le retournant par courriel, à ConsultationSPC.SSCConsultation@spc-ssc.gc.ca, au plus tard à **23 h 59 (HAE) le 5 novembre 2013**.

Les participants doivent indiquer la dénomination sociale légale, l'adresse et le domaine d'expertise de l'entreprise et préciser le nom des représentants qui assisteront à la séance. En fournissant ces renseignements, les parties acceptent que ceux-ci soient publiés (p. ex. enregistrements). Vous trouverez plus de détails dans le formulaire d'inscription à l'annexe B.

Personne-ressource :

Andrea Totten

Services partagés Canada

Acquisitions et Relations avec les fournisseurs

Adresse courriel : ConsultationSPC.SSCConsultation@spc-ssc.gc.ca

Fonctionnaires

Les fonctionnaires désirant participer à la présentation prévue dans le cadre de la séance de consultation de l'industrie doivent s'inscrire en ligne en remplissant le formulaire Demande d'inscription à la séance de consultation de l'industrie pour les fonctionnaires figurant à l'annexe C, qu'ils devront transmettre dans un courriel adressé à ConsultationSPC.SSCConsultation@spc-ssc.gc.ca au plus tard à 23 h 59 (HAE) le 5 novembre 2013.

Renseignements additionnels relatifs à l'inscription

Confirmation d'inscription

Services partagés Canada confirmera par courriel l'inscription auprès de chaque organisation inscrite et enverra les renseignements concernant la participation à la conférence web, au plus tard à 23 h 59 (HAE) le 6 novembre 2013.

Dépenses engagées pour la présentation prévue dans le cadre de la consultation de l'industrie

Services partagés Canada ne défrayera aucun participant des frais occasionnés pour assister, participer ou répondre à une quelconque activité de consultation de l'industrie.



Participation à la présentation prévue dans le cadre de la consultation de l'industrie

La participation n'est pas obligatoire. Les entrepreneurs qui choisissent de ne pas assister à ces activités pourront tout de même participer à la prochaine étape du processus d'approvisionnement.

PROGRAMME DE LA PRÉSENTATION PRÉVUE DANS LE CADRE DE LA CONSULTATION DE L'INDUSTRIE

Heure	Présentateur	Description
13 h -13 h 15	Ouverture de session pour la Conférence Web	
13 h 15-13 h 25	Mot d'ouverture et objectifs de la présentation prévue dans le cadre de la séance	
13 h 25-13 h 45	SMAP, TSSC, SPC	Le programme de transformation de SPC
13 h 45 – 14 h 15	Directeur général, Appareils technologiques en milieu de travail, TSSC, SPC	Aperçu de l'initiative portant sur les appareils technologiques en milieu de travail et objectifs des projets pilotes
14 h 15 – 14 h 20	<ul style="list-style-type: none">• Directeur, Appareils technologiques en milieu de travail, TSSC, SPC	Les prochaines étapes
14 h 20 – 14 h 40	Programme de transformation de la cybersécurité et de la sécurité de la TI et Centre de la sécurité des télécommunications Canada	Intégrité de la chaîne d'approvisionnement
14 h 40 – 15 h 00	Acquisitions et relations avec les fournisseurs, SPC	La méthode d'approvisionnement
15 h 00 – 15 h 30	Questions et réponses	
15 h 30 – 15 h 35	Récapitulation / Mot de la fin	

Nota : Les documents de présentation utilisés pendant la présentation prévue dans le cadre de la consultation de l'industrie seront distribués électroniquement à l'avance (soit par une modification affichée sur le site Achatsetventes.gc.ca ou par un courriel envoyé à toutes organisations inscrites).



ANNEXE A

Liste des partenaires et des clients de l'initiative portant sur les appareils technologiques en milieu de travail

Organisation	Partenaire/Client
Agence de promotion économique du Canada atlantique	Partenaire
Agence des services frontaliers du Canada	Partenaire
Agence du revenu du Canada	Partenaire
École de la fonction publique du Canada	Partenaire
Agence canadienne d'inspection des aliments	Partenaire
Agence canadienne de développement international	Partenaire
Agence canadienne de développement économique du Nord	Partenaire
Commission canadienne de sûreté nucléaire	Partenaire
Agence spatiale canadienne	Partenaire
Service correctionnel du Canada	Partenaire
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	Partenaire
Ministère du Patrimoine canadien	Partenaire
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	Partenaire
Ministère des Finances	Partenaire
Ministère des Pêches et des Océans	Partenaire
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	Partenaire
Ministère de la Santé	Partenaire
Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences	Partenaire
Ministère des Affaires autochtones et du Développement du Nord (titre d'usage)	Partenaire
Ministère de l'Industrie	Partenaire
Ministère de la Justice	Partenaire
Ministère de la Défense nationale	Partenaire
Ministère des Ressources naturelles	Partenaire
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	Partenaire
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	Partenaire
Ministère de l'Environnement	Partenaire
Ministère des Transports	Partenaire
Ministère des Anciens Combattants	Partenaire
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	Partenaire
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Partenaire
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	Partenaire
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	Partenaire
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	Partenaire
Bibliothèque et Archives du Canada	Partenaire
Conseil national de recherches du Canada	Partenaire
Bureau de l'infrastructure du Canada	Partenaire



Agence Parcs Canada	Partenaire
Bureau du Conseil privé	Partenaire
Agence de la santé publique du Canada	Partenaire
Commission de la fonction publique	Partenaire
Gendarmerie royale du Canada	Partenaire
Services partagés Canada	Partenaire
Statistique Canada	Partenaire
Conseil du Trésor	Partenaire
Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions	Client
Commission de l'assurance-emploi du Canada	Client
Conseil canadien des relations industrielles	Client
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	Client
Agence canadienne d'évaluation environnementale	Client
Comité des griefs des Forces canadiennes	Client
Commission canadienne des grains	Client
Commission canadienne des droits de la personne	Client
Tribunal canadien des droits de la personne	Client
Instituts de recherche en santé du Canada	Client
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	Client
Tribunal canadien du commerce extérieur	Client
Commission canadienne des affaires polaires	Client
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	Client
Service canadien du renseignement de sécurité	Client
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	Client
Office des transports du Canada	Client
Centre de la sécurité des télécommunications	Client
Commission du droit d'auteur	Client
Service administratif des tribunaux judiciaires	Client
Agence de la consommation en matière financière du Canada	Client
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens	Client
Commission du droit du Canada	Client
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	Client
Office national de l'énergie	Client
Conseil national des produits agricoles	Client
Office national du film	Client
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	Client
Administration du pipe-line du Nord	Client
Commissariat aux langues officielles	Client
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	Client
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	Client
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	Client
Bureau du directeur des poursuites pénales	Client



Bureau du secrétaire du gouverneur général	Client
Bureau du surintendant des institutions financières	Client
Commission des libérations conditionnelles du Canada	Client
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	Client
Commission des relations de travail dans la fonction publique	Client
Tribunal de la dotation de la fonction publique	Client
Registraire de la Cour suprême du Canada	Client
Greffe du Tribunal de la concurrence	Client
Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles	Client
Greffe du Tribunal des revendications particulières	Client
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	Client
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	Client
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	Client
Conseil de recherches en sciences humaines	Client
Commission des champs de bataille nationaux	Client
Tribunal d'appel des transports du Canada	Client
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	Client



ANNEXE B

Demande d'inscription à la présentation prévue dans le cadre de la consultation de l'industrie

(le formulaire Demande d'inscription à la présentation prévue dans le cadre de la séance de consultation de l'industrie est joint dans un document distinct)



ANNEXE C

Demande d'inscription à la présentation prévue dans le cadre de la consultation de l'industrie pour les fonctionnaires

(Le formulaire Demande d'inscription à la présentation prévue dans le cadre de la consultation de l'industrie pour les fonctionnaires est joint dans un document distinct.)